



PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME

Direction régionale de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement

ARRETE COMPLEMENTAIRE n° 07/03416

**fixant des prescriptions relatives à l'implantation et l'exploitation
d'une chaufferie biomasse à la S.A. PAPETERIE de GIROUX
située à Giroux-Gare sur le territoire de la commune d'Olliergues**

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy de Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre V 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 1996 autorisant la S.A. Papeterie de GIROUX à poursuivre l'exploitation de son usine à Giroux sur la commune d'Olliergues ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 05/00085 du 14 janvier 2005 et 06/02811 du 29 juin 2006, fixant des prescriptions complémentaires aux installations classées de la S.A. Papeterie de GIROUX à Olliergues ;

VU le courrier en date du 4 janvier 2007 de la S.A. Papeterie de GIROUX déclarant la création d'une nouvelle chaufferie fonctionnant au bois et la suppression des installations de combustion au charbon et fioul domestique sur son site d'Olliergues ;

VU le rapport et l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 21 mai 2007 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de la séance du ;

CONSIDERANT que l'exploitant a notifié au préfet du Puy de Dôme les modifications qu'il souhaite apporter au sein de son établissement ;

CONSIDERANT que ces modifications n'apparaissent pas notables et ne nécessitent donc pas l'instruction d'une nouvelle demande d'autorisation ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables aux installations de combustion des Papeteries de Giroux à Olliergues nécessitent une mise à jour en raison de l'inadaptation aux futures installations exploitées ;

CONSIDERANT que le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer des prescriptions complémentaires ou les modifier conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 9600076 du 24 avril 1996 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
1530-1	Dépôt de papier Dépôt de bois	Stock maximum de 1700 t de balles de papier de récupération Stockage maximum de 1500 m ³ sous forme déchets de bois (biomasse)	A
1520-1	Dépôt de houille	Stockage maximum de 900 t de Charbon	A
2430-2	Préparation pâte à papier	Pâte obtenue par trituration dans un pulpeur de vieux papier	A
2440	Fabrication de Papier Carton	• Capacité maximale installée de 120t/jour	A
253 C	Stockage de liquides inflammable	Stockage de fuel dans la même cuvette composée : 2 réservoirs de 75 m ³ fuel lourd 1 réservoir de 10 m ³ de fuel domestique	D
1180-1	Appareil en exploitation imprégnée de PCB	Utilisation d'un transformateur contenant 662 Kg de PCB et de 9 batteries de condensateurs	D
2910 A 2	Installation de combustion	1 chaudière Mixte Fuel Gaz de 6,8 MW 1 chaudière Biomasse de 7 MW	D
2920 2 b	Installation de compression	Station de compression d'air de 130 KW	D

A = Autorisation

D = Déclaration

ARTICLE 2

Le paragraphe 2-4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 9600076 du 24 avril 1996 est remplacé par le paragraphe suivant :

2.4 – POLLUTION ATMOSPHERIQUE

2.4.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc..) et convenablement nettoyées,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

2.4.2. CONDITIONS DE REJET

Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Chaque canalisation de rejet d'effluent nécessitant un suivi doit être pourvue d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes aux normes en vigueur.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Les installations de combustion du site devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion de puissance inférieure à 20 MW.

Les principaux points de rejets (hors traitement thermique) sont les suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Nature des rejets	Traitement
1	Chaudière bois	Fumées de combustion	Electrofiltre
2	Chaudière mixte fuel/. gaz naturel	Fumées de combustion	-

Cheminées

La hauteur des cheminées des installations de combustion est au moins égale à 25 mètres pour la chaudière bois et 10 mètres pour la chaudière mixte. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 5 m/s pour la chaudière gaz/fioul et 6 m/s pour la chaudière bois.

2.4.3 VALEURS LIMITES DES REJETS

Des points permettant des prélèvements d'échantillons et des mesures directes doivent être prévus sur les cheminées. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques le permettent.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration fixées dans le tableau ci-après.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètre cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en oxygène de 3% pour la chaudière mixte et 11 % pour la chaudière bois.

Paramètres	Concentrations moyennes journalières en mg/Nm ³	
	Conduit 1	Conduit 2
Oxydes de soufre (équivalent SO ₂)	200	35
Oxydes d'azote (équivalent NO ₂)	500	150
Poussières	100	5
CO	250	
COV	50	

Par dérogation, la chaudière utilisant normalement du gaz et consommant, à titre exceptionnel et pour une courte période du fioul domestique pour pallier une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz, ne doit respecter, au moment de l'emploi du combustible de remplacement, que la seule valeur limite pour les oxydes de soufre égale à 350 mg/Nm³ jusqu'au 1^{er} janvier 2008 et 170 mg/Nm³ au-delà de cette date.

2.4.4. MESURES PERIODIQUES DE LA POLLUTION REJETEE

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en polluants fixés dans le tableau ci-dessous dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Chaudière biomasse	Chaudière gaz/fioul
O ₂	O ₂
CO	NO ₂
COV	
SO ₂	
Poussières	
NO ₂	

Un premier contrôle sera effectué 6 mois après la mise en service de la nouvelle chaufferie bois. A cette occasion, les teneurs des polluants mentionnés dans le tableau ci-avant, ainsi que des dioxines et furannes, seront déterminées. En fonction des résultats, qui seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception par l'exploitant, l'inspection des installations classées pourra demander de nouvelles mesures, portant sur les mêmes paramètres, aux frais de l'exploitant.

2.4.5. DISPOSITIONS CONCERNANT L'ANCIENNE CHAUFFERIE

Les anciennes chaudières fonctionnant au charbon et au fuel lourd seront mises à l'arrêt et dans un état tel qu'elles ne présentent aucun risque pour l'environnement. La possibilité de leur démontage sera examinée et fera l'objet d'un cahier des charges précisant l'opportunité ou non de l'opération. La décision finale devra être portée à la connaissance du préfet dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le paragraphe "3.5 Chaufferie Gaz -Fioul" de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 9600076 du 24 avril 1996 est remplacé par le paragraphe suivant :

"3.5 CHAUFFERIE GAZ ET CHAUFFERIE BIOMASSE

En matière de prévention de la pollution des déchets, de prévention des risques d'incendie et d'explosion, l'exploitation de toutes les installations de combustion du site devront respecter les dispositions réglementaires applicables, notamment celles de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié précité.

En particulier, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions des textes et normes en vigueur relatifs à l'exploitation sans présence humaine permanente.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Sans préjudice d'autres réglementations, les textes suivants sont applicables aux installations de l'établissement :

- décret du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique
- décret du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW."

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Olliergues pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Un avis sera inséré dans deux journaux locaux par les services préfectoraux et aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 5 - DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est notifiée à l'exploitant. Ce document doit, en permanence, être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

ARTICLE 6 – RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours contentieux est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy de Dôme, Monsieur le sous-préfet d'Ambert, Monsieur le Maire d'Olliergues, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Auvergne, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera adressé également, pour information à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Madame le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection civile,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement.

Clermont Ferrand, le 19 juillet 2007

P/ Le préfet,
Le secrétaire général par intérim
Sous préfet de Riom
Alain BUCQUET>

